



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Ref : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la société FERROGLOBE
MANGANESE FRANCE des prescriptions complémentaires
pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à
GRANDE-SYNTHÉ**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n°2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1991 et autres actes administratifs antérieurs autorisant le fonctionnement de la société GLENCORE MANGANESE FRANCE – siège social : port 3242, route de l'Écluse de Mardyck - BP 60181 à GRANDE-SYNTHÉ pour l'exploitation de ses activités à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 septembre 2003 et notamment les articles 7.1.2 et 7.1.4 de la société RDME (Rio Doce Manganese Europe) – siège social : port 3242, route de l'Écluse de Mardyck - BP 60181 à GRANDE-SYNTHÉ pour l'exploitation de ses activités à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 10 septembre 2024, du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement relatif aux inspections des 19 juin et 4 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 12 septembre 2024 pour qu'il puisse faire part de ses éventuelles remarques dans le délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé par le courriel précité ;

Considérant ce qui suit :

1. au cours de la visite d'inspection du 4 juillet 2024 il a été constaté que :

- les dispositions des articles 71.2 et 71.4 susvisé comportaient des imprécisions étant de nature à compromettre leur applicabilité ;
- le site émet pendant certaines périodes des gaz « bruts » rejetés sans aucune épuration ;
- la quantité de gaz brut rejetée n'est pas mesurée ;
- aucune analyse de la composition des gaz brut n'a pu être retrouvée, les évaluations de leur composition laisse à penser que le flux de polluant émis par l'installation four pour le paramètre poussière pourrait lors de certaines périodes être plus de mille fois supérieur aux valeurs limites d'émissions prescrites ;
- l'exploitant indique être dans l'incapacité technique (pour des raisons de sécurité) de traiter les gaz bruts lors de certaines périodes de fonctionnement du four (notamment les phases de démarrage) ;

2. les gaz émis par l'installation four sont riches en métaux lourds (manganèse mercure...) et en cyanures ;

3. les conclusions du BREF (best available techniques reference document) NFM (industrie des métaux non ferreux) ne fixent pas de niveaux d'émissions admissibles correspondant aux meilleures techniques disponibles lors des phases de fonctionnement autre que normale («other than normal operating condition» ou OTNOC dans la réglementation européenne) et en l'absence d'éléments permettant d'apprécier l'applicabilité des meilleures techniques disponibles aux émissions lors de ces périodes OTNOC ;

4. il y a lieu, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire des dispositions visant à mieux caractériser les quantités de polluants émis lors des rejets de gaz brut, et la recherche de solution de réduction des émissions.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société FERROGLOBE MANGANÈSE FRANCE, dont le siège social est situé 3242, route de l'Écluse de Mardyck à 59760 GRANDE SYNTHÉ, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite d'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 – Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant équipe le conduit des gaz bruts d'une section de mesurage conforme à la norme NF EN 15259 et réalise une mesure du flux de polluant émis par le four lors du fonctionnement en gaz bruts lors de la phase de démarrage suivant le prochain arrêt annuel du four et lors d'une phase de rejet causée par un fonctionnement anormal du four (cette mesure peut être remplacée par une mesure de la composition des gaz avant épuration en marche normale à puissance maximale).

Ces mesures sont réalisées selon des méthodes normalisées sans déduction de l'incertitude et couvrent à minima les polluants suivants : dioxines et furannes, poussières (totales, particules PM10 et PM2,5), cyanures, manganèse, plomb, mercure, cadmium et thallium.

En cas d'impossibilité technique justifiée par un laboratoire agréé, ou de risque pour la santé des travailleurs ne pouvant être prévenus par des mesures de sécurité adéquates, l'exploitant pourra mettre en œuvre l'une des méthodes suivantes (par ordre de préférence) :

- mesure de la composition et du débit des gaz brut par des méthodes non normalisées ;
- évaluation de la composition des gaz bruts par mesure de certains paramètres et corrélation ;
- mesure de la composition et des quantités de polluants piégés par les systèmes de filtration du site en phase de fonctionnement normale ;
- autre moyen de mesure calcul ou évaluation validé par l'inspection des installations classées.

Le choix et la justification de la méthode retenue sont transmis à l'inspection des installations classées pour accord au moins 1 mois avant leur mise en œuvre.

Les résultats de mesure sont transmis à l'inspection des installations classées sous deux mois suivant la réalisation.

Article 3 – Surveillance

Dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air et des retombées prescrite à l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2003, des mesures dans l'environnement seront effectuées durant la phase de démarrage suivant le prochain arrêt annuel du four, en plus des mesures réalisées en période de fonctionnement normal, pour évaluer l'impact des effets du fonctionnement du four en dehors des conditions normales sur la qualité de l'air et des retombées.

Cette surveillance sera réalisée conformément au guide de l'INERIS relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées.

Les résultats de cette surveillance et leur interprétation selon le guide précité sont transmis à l'inspection des installations classées sous 2 mois.

Article 4 – Etude technico-économique

Sur la base des résultats des mesures, l'exploitant réalise une étude technico-économique visant à limiter les rejets de polluants du four y compris lors des phases de démarrage (la puissance étant inférieure ou supérieure à 7MW) et les phases de fonctionnement anormales.

Les flux de polluants résiduels après mise en œuvre de ces traitements sont estimés.

Cette étude peut inclure un volet sur la réduction des périodes pendant lesquelles le traitement habituel des gaz du four est impossible.

Cette étude doit conclure sur la solution retenue et les délais associés pour limiter :

- les émissions de polluant durant les périodes de fonctionnement autres que normales (OTNOC) ;
- les périodes d'indisponibilité des dispositifs de traitement ;
- garantir la compatibilité du site avec son environnement (via la réalisation d'une étude de risque sanitaire).

Elle doit également proposer des valeurs limites pour les flux de polluant émis en périodes OTNOC.

Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées sous 24 mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchiques.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé deux mois par l'administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRANDE-SYNTHE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRANDE-SYNTHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le

09 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



